

CTL du 15 septembre 2014 : liminaire

Monsieur le Président,

Les récentes affaires concernant des membres du gouvernement ne sont pas de nature à favoriser le consentement à l'impôt. Elles placent une nouvelle fois les agents en situation délicate vis-à-vis des usagers. Les efforts continus demandés à des agents en grande souffrance, les rappels permanents aux règles déontologiques sont en dissonance avec les comportements répréhensibles de nos édiles et contribuent à renforcer le mal-être des agents. Espérons que cela ne les pousse pas à la phobie administrative !

L'ordre du jour aborde l'extension du Pôle d'Evaluation des Locaux Professionnels (PELP). C'est l'occasion pour **Les représentants FO-DGFIP** de rappeler quelques unes des motions adoptées lors de leur congrès.

FO-DGFIP rejette toute fusion de postes ou services et condamne tout particulièrement celles créant des unités administratives surdimensionnées et ingérables,

FO-DGFIP s'oppose à toute concentration des missions dans des pôles spécialisés ou des structures départementales, régionales ou interrégionales, ainsi qu'à toute externalisation des missions,

FO-DGFIP exige les moyens humains et matériels nécessaires à l'accomplissement normal de l'ensemble des missions à proximité des usagers, redevables et contribuables.

En 2015, la DGFIP va subir pour la énième fois consécutive de fortes suppressions d'emplois qui vont mettre à mal encore un peu plus les agents et les services. Les restructurations qui seront abordées ce jour pour les secteurs d'assiette des SIP de Caen Nord et Caen Est viennent confirmer les propos tenus par Force Ouvrière lors du CTL du 24 septembre 2013 lors de la restructuration des secteurs d'assiette du SIP de Caen Ouest.

Bien évidemment, **les représentants FO-DGFIP** ne voteront pas contre ces réaménagements parce qu'ils permettront quelques temps de stabiliser les conditions de travail des agents. En cela, ils restent cohérents avec la position qu'ils avaient adoptée l'an passé.

Les représentants FO-DGFIP réaffirment cependant que les problèmes de notre administration ne seront pas réglés, tant que celle-ci refusera obstinément d'admettre que la situation n'est plus tenable, sauf à vouloir expressément démanteler le système en place depuis 1945. Il n'y a pas de république sans service public. Dès lors, Il n'est pas question pour **FORCE OUVRIERE** de faire de la cogestion et de discuter sur le recalibrage des secteurs, conséquence des suppressions continues d'emplois.

Par ailleurs, **Les représentants FO-DGFiP** déplorent que l'administration n'ait pas mis à l'ordre du jour des sujets pourtant d'actualité au sein des services :

- déploiement de PSV2 dont la date butoir interviendra au 1er janvier 2015 pour lequel nous n'avons aucune information et aucun suivi,
- Point sur le retard des Services de publicité foncière qui a de nouveau impacté la mission foncière lors du grand batch d'août
- déploiement de RSP médoc stoppé depuis plusieurs mois et pour laquelle les agents n'ont aucune nouvelle
-

Le manque de lisibilité sur la mise en place des réformes et des nouveaux outils accentue le sentiment d'abandon des agents. Les représentants FO-DGFiP vous demandent, monsieur le Président de prévoir ces sujets à l'ordre du jour du prochain CTL.